ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 15 décembre 1976, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant organisation des comités chargés de la gestion du temporel des communautés islamiques reconnues", amendé par le Ministre le 20 janvier 1977, a donné le 9 mars 1977 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 15e december 1976 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot inrichting van de comités belast met het beheer van de temporaliën van de erkende islamitische gemeenschappen", door de Minister geamendeerd op 20 januari 1977, heeft de 9e maart 1977 het volgend advies gegeven :

Le rapport au Roi explique la portée des dispositions du projet, lesquelles tendent à organiser les "administrations" chargées de la gestion du temporel du culte islamique. L'existence de celles-ci est prévue par l'article 19bis que la loi du 19 juillet 1974 a inséré dans la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes. Cet article 19bis fixe lui-même certaines règles concernant les bases de l'organisation des administrations indiquées, leur mode de création et leur fonctionnement; pour le surplus, l'article cité renvoie, en son alinéa ler, à l'article 19, qui confie au Roi le pouvoir de déterminer la manière dont les cultes autres que le culte catholique seront "pour la gestion de leurs intérêts temporels et pour leurs rapports avec l'autorité civile, représentés et organisés".

Article ler.

Cet article dispose :

"Article ler.-

Les comités gérant les biens des communautés islamiques reconnues sont composés de l'Imam premier en rang ou de son délégué, qui en est membre de droit, et de six à huit membres élus pour la communauté reconnue du Brabant, de quatre à six membres élus pour les autres communautés provinciales reconnues".

I. Aux termes de l'article 19bis, alinéa ler, "les administrations propres au culte islamique ... sont organisées sur la base territoriale provinciale". Cette disposition n'empêche pas qu'une administration puisse être instituée pour plusieurs provinces. En effet, le même article fait mention,

.../...

en son alinéa 2, troisième phrase, des "avis des députations permanentes des conseils provinciaux intéressées". Les travaux préparatoires indiquent que cette formule, qui emploie le pluriel, a été choisie à dessein. (Rapport fait par M. DUA au nom de la Commission de la Justice, Doc. parl. Sénat, sess. 1973-1974, n° 104, p. 9). L'article 1er devrait dès lors être conçu de manière à faire apparaître la faculté de créer des comités pour plusieurs provinces.

II. Il ressort de l'article 1er et de l'article 3 du projet que la création d'un comité postule la reconnaissance préalable de la communauté islamique pour une ou plusieurs provinces déterminées. C'est au Roi qu'est réservé le pouvoir de conférer cette reconnaissance. L'article serait conçu de manière plus logique s'il commençait par prévoir la reconnaissance des communautés islamiques.

III. L'article 1er du projet se borne à indiquer le nombre maximum et le nombre minimum des membres élus que pourront comprendre les comités. Pour permettre l'application de l'article, il est évidemment nécessaire de le compléter par une disposition déterminant par qui sera fixé de manière précise le nombre de membres à élire.

Une solution respectant de la manière la plus complète la libre organisation du culte islamique par ceux qui pratiquent celui-ci consisterait à confier au comité comprenant les membres élus dont les mandats viennent à expiration, le soin de déterminer le nombre de mandats auxquels il y aura lieu de pourvoir pour le renouvellement de la composition du comité.

.../...

Pour les premières élections, une disposition, de caractère transitoire, pourrait attribuer le soin de fixer le nombre de membres à élire au "comité cultuel" existant au sein du "Centre islamique et culturel". qu'un arrêté royal du 7 mai 1968 a reconnu comme une association internationale jouissant de la personnalité civile, en application de la loi du 25 octobre 1919, modifiée par la loi du 6 décembre 1954.

Pour tenir compte des observations faites, il y aurait lieu d'amender le texte de l'article ler et de le rédiger comme suit :

"Article ler.-

Les communautés islamiques sont reconnues par Nous pour une ou plusieurs provinces déterminées.

La reconnaissance d'une communauté islamique a pour effet d'autoriser celle-ci à créer un comité chargé de la gestion de ses intérêts temporels en matière de culte ainsi que de sa représentation dans ses rapports avec l'autorité civile.

Le comité comprend, en qualité de membre de droit, l'Imam premier en rang, ou son délégué.

Il comprend, en outre, des membres élus. Ceux-ci peuvent être au nombre de six, sept ou huit pour le comité du Brabant; ils peuvent être au nombre de quatre, cinq ou six pour les autres comités.

Lors de la première constitution des comités, le nombre des membres à élire est déterminé par le comité cultuel du "Centre islamique et culturel".

.../...

Un mois (1) au moins avant l'expiration des mandats de ses membres élus, chaque comité détermine le nombre de mandats auxquels il y aura lieu de pourvoir lors des prochaines élections".

Article 2.

Il convient de modifier le texte de l'article afin d'indiquer de manière plus précise le système électoral que le Gouvernement entend établir par les dispositions en projet. En outre, celles-ci doivent être complétées afin de déterminer par qui les élections seront organisées.

L'article 2 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 2.-

§ 1er. Les membres du comité visés à l'article 1er, alinéa 4, sont désignés par les membres de la communauté islamique qui ont la qualité d'électeur.

Pour avoir la qualité d'électeur, il faut être âgé de dix-huit ans, au moins, le jour de l'élection, et être inscrit, depuis un an, au moins, au registre d'une mosquée. Lors de cette inscription, les membres de la communauté islamique, indiquent, le cas échéant, leur appartenance à un des groupes particuliers existant au sein de la communauté.

.../...

(1) Ce délai n'est donné qu'à titre exemplatif.

§ 2. L'autorité chargée d'organiser l'élection répartit, s'il y a lieu, les électeurs en plusieurs collèges, en tenant compte des appartenances respectives des électeurs à des groupes particuliers, telles que les intéressés les ont indiquées lors de leur inscription au registre d'une des mosquées. La même autorité règle le mode de répartition des mandats, dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Le comité cultuel du "Centre islamique et culturel" organise la première élection qui a lieu pour la constitution de chacun des comités créés en application du présent arrêté.

Le comité institué pour une communauté islamique reconnue organise les élections prévues pour le renouvellement de sa composition, en prenant les mesures nécessaires à cet effet, un mois (1) au moins avant l'expiration des mandats de ses membres élus.

§ 3. Pour être éligible en qualité de membre du comité, il faut :

a) avoir sa résidence depuis deux ans, au moins, dans la province ou une des provinces pour lesquelles le comité est créé;

b) être électeur et, le cas échéant, faire partie du collège électoral chargé d'attribuer le mandat dont il s'agit".

.../...

---

(1) Ce délai n'est donné qu'à titre exemplatif.

Article 3.

Compte tenu du texte proposé pour l'article ler, l'article 3 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 3.-

L'élection des membres du comité a lieu, trois mois, au plus tôt, et six mois, au plus tard, après la publication, au Moniteur belge, de l'arrêté portant reconnaissance d'une communauté islamique".

Article 4.

Si le Gouvernement se rallie à l'observation faite ci-dessous par le Conseil d'Etat au sujet de l'article 5, il y a lieu de prescrire non seulement la publication par voie d'affiche de la liste des électeurs, mais aussi la publication par le même mode de la liste des candidats et de la liste des élus.

Article 5.

Il ne paraît pas logique de ne prévoir un droit de réclamation que contre la seule formation de la liste. La première phrase de l'article 5 pourrait être modifiée de manière à viser l'ensemble des opérations électorales. Elle pourrait être rédigée comme suit :

"Toutes les réclamations relatives à la régularité des opérations électorales doivent être introduites dans

les quinze jours de la publication de la décision contestée".

Article 7.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 7.-

Les membres du comité sont élus pour six ans.

Si l'un d'entr'eux perd une des conditions d'éligibilité ou cesse, pour toute autre cause, de faire partie du comité, il est pourvu à son remplacement par le collège des électeurs auquel il appartenait.

Le candidat ainsi élu achève le mandat de celui qu'il remplace".

Article 8.

Dans le texte français, il y a lieu, à la première phrase, de remplacer les mots "leurs fonctions" par les mots "ces deux dernières fonctions".

Dans le même texte, il serait préférable, à la seconde phrase, d'employer, au lieu de l'expression "vis-à-vis", le terme "envers".

.../...

Article 9.

Selon les renseignements communiqués par le délégué du Ministre, les résolutions sont prises non à la majorité des membres présents, mais à la majorité des membres qui composent le comité.

La seconde phrase de l'article doit dès lors être rédigée comme suit :

" ... Les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres qui composent le comité".

Article 10.

L'article établit des règles spéciales pour l'adoption par le comité, de son règlement d'ordre intérieur :

a) tout d'abord, l'Imam premier en rang, ou son délégué, doit être présent;

b) en outre, la résolution adoptant le règlement ne peut être prise que par une majorité qualifiée, qui doit être calculée sur la base du nombre total des membres du comité, y compris le membre de droit.

Les intentions du Gouvernement seraient exprimées de manière plus précise dans le texte suivant, qui a reçu l'accord du délégué du Ministre.

.../...

"Article 10.-

La résolution par laquelle le comité arrête son règlement d'ordre intérieur ne peut être prise qu'aux conditions suivantes :

a) l'Imam, ou son délégué, doit être présent;
b) la résolution doit recueillir quatre voix si le comité comprend, au total,cinq ou six membres; cinq voix, s'il comprend sept ou huit membres; six voix, s'il comprend neuf membres.

Le règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du Ministre de la Justice".

*

* *

Du moins depuis la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, on considère, de manière quasi-unanime, les fabriques d'église comme des "établissements publics"

.../...

au sens strict (1) (2). Le Conseil d'Etat a jugé, à plusieurs reprises, que le conseil de la fabrique d'église constitue une autorité administrative, à l'égard de laquelle il est compétent au contentieux de l'annulation (3).

.../...

---

(1) Cass. 11 avril 1882, Pas. 1882-I-103.

(2) Par exemple : -DE BROUCKERE et TIELEMANS. Répertoire de l'administration et du droit administratif de la Belgique, Tome VII (1846) V° Fabrique d'église, pp. 262 et 268;

-PANDECTES BELGES, Tome XLII (1892), V° Fabrique d'église, n°s 56 à 96;

-A. GIRON. Dictionnaire de droit administratif, Tome II (1895), V° Fabrique d'église, n°s 1, 5 et 37;

-de CORSWAREM. De la législation civile des cultes et spécialement de l'administration des fabriques d'église, Hasselt, Ceysens, n° 301 (1909).

-REPERTOIRE PRATIQUE DU DROIT BELGE. Tome III. V° Cultes, n°s 144-148; 207-220;

-A. BUTTGENBACH. Les modes de gestion des services publics en Belgique, n°s 734-744 (1942);

-M. VAUTHIER. Précis du droit administratif de la Belgique, 3e éd. 1950, Tome I, n° 252;

-A. MAST. Précis de droit administratif belge. Story Scientia, Bruxelles-Gand (1966), n°s 413-418;

-Cyr CAMBIER. Droit administratif, p. 153. Précis de la Faculté de droit de l'Université catholique de Louvain-Bruxelles. Larcier 1968.

Contra : DAMOISEAUX. Traité pratique de l'administration des fabriques d'église, 3e éd. mise à jour par CREMER, n° 1. 1957.

(3) C.E. 3 janvier 1975. Darbe n° 16.800, Rec. p. 5; 18 février 1976. Cornelis n° 17.453, Rec. p. 199.

La nature d'établissement public est également reconnue aux administrations créées, en application des articles 18 et 19 de la loi citée, pour la gestion du temporel du culte des églises protestante, anglicane et israélite (1).

Il y a lieu de reconnaître, pour les mêmes motifs, la nature d'établissement public aux "administrations" dont la création a été prévue par la loi du 19 juillet 1974 pour assurer la gestion du temporel du culte islamique, et dont l'arrêté en projet tend à régler l'organisation et le fonctionnement.

Si des controverses persistent sur le point de savoir s'il faut être de nationalité belge pour être éligible aux fonctions de membre d'un conseil de fabrique (2), en l'espèce, le législateur a certainement eu la volonté de ne pas soumettre à la condition de la possession de la nationalité belge, l'éligibilité aux fonctions de membre d'un des comités créés pour une communauté islamique reconnue.

---

(1) Voir de CORSWAREM, op. cit. n° 667; A. BUTTGENBACH, op. cit. n° 751.

(2) Comparer : de CORSWAREM op. cit, n° 194; REPERTOIRE PRATIQUE DU DROIT BELGE V° cit. n° 238; DAMOISEAUX, op. cit. n° 23.

Het verslag aan de Koning licht de draagwijdte toe van de bepalingen van het ontwerp, die strekken tot het organiseren van de "besturen" die belast zijn met het beheer van de temporaliën van de islamitische eredienst. In het bestaan van die besturen voorziet artikel 19bis van de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten, aldaar ingevoegd door de wet van 19 juli 1974. Dat artikel 19bis stelt zelf een aantal algemene regels in verband met de grondslagen van de organisatie van de bedoelde besturen en met de wijze waarop ze worden opgericht en werken; voorts verwijst het in het eerste lid naar artikel 19, dat de Koning gelast te bepalen op welke wijze de niet-katholieke erediensten "voor het beheer van hun tijdelijke belangen en voor hun betrekkingen met de burgerlijke overheid vertegenwoordigd en georganiseerd" worden.

Artikel 1.

Dit artikel bepaalt :

"Artikel 1.-

De comités die de goederen beheren van de erkende islamitische gemeenschappen zijn samengesteld uit de eerste in rang zijnde Imam of zijn afgevaardigde die ervan rechtswege lid is, en uit zes tot acht leden verkozen voor de erkende gemeenschap van Brabant, uit vier tot zes leden verkozen voor de andere erkende provinciale gemeenschappen".

.../...

I. Artikel 19bis, eerste lid, bepaalt : "De besturen die eigen zijn aan de islamitische eredienst worden ... geregeld, op basis van het grondgebied van de provincie". Deze bepaling belet niet dat een bestuur kan worden opgericht voor verscheidene provincies. Hetzelfde artikel schrijft immers in het tweede lid, derde volzin, het "advies van de betrokken deputaties van de provincieraden" voor. Tijdens de parlementaire voorbereiding is erop gewezen dat de meervoudsvorm hier bewust gekozen is (Verslag door de heer DUA uitgebracht namens de Commissie voor de justitie, Gedr. St., Senaat, zitting 1973-1974, nr. 104, blz. 9). In artikel 1 zou derhalve duidelijk moeten uitkomen dat comités voor verscheidene provincies kunnen worden opgericht.

II. Uit de artikelen 1 en 3 van het ontwerp blijkt dat een comité eerst opgericht kan worden als de islamitische gemeenschap voor een of meer bepaalde provincies erkend is. Die erkenning kan alleen door de Koning worden verleend. Het artikel zou logischer geconstrueerd zijn als het begon met te bepalen dat de islamitische gemeenschappen erkend moeten zijn.

III. Artikel 1 van het ontwerp beperkt zich, wat het aantal verkozen leden van de comité's betreft, tot een aanduiding van het maximum en het minimum. Wil het artikel toegepast kunnen worden, dan moet het onvermijdelijk worden aangevuld met een bepaling die zegt wie het juiste aantal te verkiezen leden vaststelt.

.../...

Opdat de islamitische eredienst door de beoefenaars in de volste vrijheid kan worden georganiseerd zou het aan het comité waartoe de verkozen leden wier mandaten verstrijken behoren, moeten worden overgelaten te bepalen in hoeveel mandaten moet worden voorzien om de samenstelling van het comité te vernieuwen.

Voor de eerste verkiezingen zou een overgangsbepaling de vaststelling van het aantal te verkiezen leden kunnen opdragen aan het "comité cultuel" van het "Centre islamique et culturel" dat bij koninklijk besluit van 7 mei 1968 als internationale vereniging met rechtspersoonlijkheid erkend is op grond van de wet van 25 oktober 1919, gewijzigd bij de wet van 6 december 1954.

Opdat met deze opmerkingen rekening wordt gehouden dient de tekst van artikel 1 gewijzigd en als volgt geredigeerd te worden.

"Artikel 1.-

De islamitische gemeenschappen worden door Ons erkend voor een of meer bepaalde provincies.

Een erkende islamitische gemeenschap kan een comité oprichten dat gelast is haar tijdelijke belangen inzake eredienst te beheren en haar in haar betrekkingen met de burgerlijke overheid te vertegenwoordigen.

De eerste Iman in rang, of zijn gemachtigde, is van rechtswege lid van het comité.

..../....

Voorts bestaat het comité uit verkozen leden : zes, zeven of acht voor het comité van Brabant, vier, vijf of zes voor de andere comités.

Bij de eerste samenstelling van de comités wordt het getal van de te verkiezen leden bepaald door het "comité cultuel" van het "Centre islamique et culturel".

Ten minste een maand (1) voor het verstrijken van de mandaten van de verkozen leden bepaalt elk comité het getal van de mandaten waarin bij de eerstvolgende verkiezingen moet worden voorzien".

Artikel 2.

De tekst van het artikel moet zo worden gewijzigd, dat duidelijker blijkt welk kiesstelsel de Regering met de ontworpen bepalingen wil invoeren. Die bepalingen moeten trouwens worden aangevuld om te bepalen door wie de verkiezingen worden georganiseerd.

Het artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 2.-

§ 1. De leden van het comité, bedoeld in artikel 1, vierde lid, worden aangewezen door de leden van de islamitische gemeenschap die de hoedanigheid van kiezer hebben.

.../...

(1) Deze termijn is alleen bij wijze van voorbeeld opgegeven.

Om de hoedanigheid van kiezer te hebben, moet men ten minste achttien jaar zijn op de dag van de verkiezing en sedert ten minste een jaar ingeschreven zijn in het register van een moskee. Bij die inschrijving vermelden de leden van de islamitische gemeenschap in voorkomend geval of zij tot een van de bijzondere groepen van de gemeenschap behoren.

§ 2. De overheid die met het organiseren van de verkiezing is belast, deelt de kiezers in verscheidene colleges in, met inachtneming van de bijzondere groepen waartoe zij onderscheidenlijk behoren zoals zij bij hun inschrijving in het register van een moskee hebben vermeld. Dezelfde overheid regelt de wijze waarop de mandaten worden verdeeld, binnen de door dit besluit toegestane grenzen.

Het "comité cultuel" van het "Centre islamique et culturel" organiseert de eerste verkiezing voor de samenstelling van elk van de overeenkomstig dit besluit opgerichte comités.

Het comité dat voor een erkende islamitische gemeenschap opgericht is, organiseert de verkiezingen voor de vernieuwing van zijn samenstelling en neemt daartoe de nodige maatregelen ten minste een maand (1) voor het verstrijken van de mandaten van de verkozen leden.

.../...

---

(1) Deze termijn is alleen bij wijze van voorbeeld opgegeven.

§ 3. Om als lid van het comité verkiesbaar te zijn moet men :

a) sedert ten minste twee jaar zijn verblijfplaats hebben in de provincie of in een van de provincies waarvoor het comité is opgericht;

b) kiezer zijn en, in voorkomend geval, deel uitmaken van het kiescollege dat belast is met het toekennen van het betrokken mandaat".

Artikel 3.

Met inachtneming van de tekst die voor artikel 1 is voorgesteld, zou artikel 3 als volgt kunnen worden geredigeerd:

"Artikel 3.-

De verkiezing van de leden van het comité heeft plaats ten vroegste drie maanden en uiterlijk zes maanden na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het besluit houdende erkenning van een islamitische gemeenschap".

Artikel 4.

Zo de Regering ingaat op de opmerking die hierna met betrekking tot artikel 5 is gemaakt, moet worden voorzien in de bekendmaking door aanplakking, niet alleen van de lijst van de kiezers, maar ook van de lijsten van kandidaten en van gekozenen.

.../...

Artikel 5.

Het lijkt niet logisch dat alleen tegen het opmaken van de lijst bezwaar zou kunnen worden gemaakt. De eerste volzin van artikel 5 zou zo kunnen worden gewijzigd dat hij slaat op het geheel van de kiesverrichtingen. Voorgesteld wordt :

"Ieder bezwaarschrift in verband met de regelmatigheid van de kiesverrichtingen moet worden ingediend binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de betwiste beslissing".

Artikel 7.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 7.-

De leden van het comité worden verkozen voor zes jaar.

Voldoet een van hen niet meer aan een van de verkiesbaarheidsvereisten of maakt hij om enige andere reden geen deel meer uit van het comité, dan wordt in zijn vervanging voorzien door het kiescollege waartoe hij behoorde.

De aldus verkozen kandidaat voltooit het mandaat van degene die hij vervangt".

.../...

Artikel 8.

In de eerste volzin moeten de woorden "cumulatie van beide ambten is mogelijk" worden vervangen door de woorden "cumulatie van de twee laatstgenoemde ambten is toegestaan".

In de Franse tekst, tweede volzin, vervange men de term "vis-à-vis" door "envers".

Artikel 9.

Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, worden de beslissingen niet genomen bij meerderheid van de aanwezige leden, maar bij meerderheid van de leden van het comité.

De tweede volzin van het artikel moet dan ook als volgt worden geredigeerd :

"De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de leden van het comité".

Artikel 10.

Dit artikel stelt bijzondere regelen voor de aanneming, door het comité, van zijn huishoudelijk reglement :

.../...

a) de Imam die de eerst in rang is, of zijn gemachtigde, moet aanwezig zijn;

b) de beslissing tot aanneming van het reglement kan alleen worden genomen bij een bijzondere meerderheid, berekend op basis van het totaal aantal leden van het comité, hij die van rechtswege lid is meegerekend.

De bedoeling van de Regering zou duidelijker tot uiting komen in de volgende tekst, waarmee de gemachtigde van de Minister heeft ingestemd.

"Artikel 10.-

De beslissing waarbij het comité zijn huishoudelijk reglement vaststelt, kan alleen worden genomen onder de volgende voorwaarden :

a) de Imam, of zijn gemachtigde, moet aanwezig zijn;

b) de beslissing moet worden aangenomen met vier stemmen als het comité in totaal vijf of zes leden telt, met vijf stemmen als het zeven of acht leden telt, met zes stemmen als het negen leden telt.

Het huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Justitie".

*

* *

.../...

Althans sedert de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten worden de kerkfabrieken nagenoeg eenparig geacht "openbare instellingen" in enge zin te zijn (1) (2). De Raad van State heeft in verschillende arresten gesteld dat de kerkfabriek een administratieve overheid is ten opzichte waarvan hij vernietigingsbevoegdheid heeft (3).

.../...

---

(1) Cass. 11 april 1822, Pas. 1822 - I - 103.

(2) Bijvoorbeeld : - DE BROUCKERE en TIELEMANS. "Répertoire de l'administration et du droit administratif de la Belgique, "Deel VII (1846) V° Fabrique d'église, blz. 262 en 268;

- PANDECTES BELGES, Deel XLII (1892), V° fabrique d'église, nrs 56 tot 96;

- A. GIRON. "Dictionnaire de droit administratif", Deel II (1895), V° Fabrique d'église, nrs 1, 5 en 37;

- de CORSWAREM. "De la législation civile des cultes et spécialement de l'administration des fabriques d'église", Hasselt, Ceysens, nr. 301 (1909);

- REPERTOIRE PRATIQUE DU DROIT BELGE. Deel III. V° Cultes, nrs 144-148; 207-220;

- A. BUTTGENBACH. "Les modes de gestion des services publics en Belgique; nrs 734-744 (1942);

- M. VAUTHIER. "Précis du droit administratif de la Belgique", 3e dr. 1950, Deel I, nr. 252;

- A. MAST. "Précis de droit administratif belge". Story Scientia, Brussel-Gent (1966), nrs 413-418;

- Cyr CAMBIER. "Droit administratif", blz. 153. "Précis de la Faculté de droit de l'Université catholique de Louvain" - Brussel. Larcier 1968.

Contra : DAMOISEAUX. "Traité pratique de l'administration des fabriques d'église", 3e dr. bijgewerkt door CREMER, nr. 1. 1957.

(3) R.S. 3 januari 1975, Darbe, nr. 16.800, Verz. blz. 5; 18 februari 1976, Cornelis, nr. 17.453, Verz. blz. 214.

Als openbare instellingen worden ook aangemerkt de besturen die op grond van de artikelen 18 en 19 van de genoemde wet zijn opgericht voor het beheer van de temporaliën van de protestantse, de anglikaanse en de Israëlitische eredienst (1).

Om dezelfde redenen moeten worden geacht openbare instellingen te zijn de "besturen" in welker oprichting de wet van 19 juli 1974 heeft voorzien voor het beheer van de temporaliën van de islamitische eredienst en welker organisatie en werkwijze het ontwerp-besluit bedoelt te regelen.

Blijft het een twistpunt of de Belgische nationaliteit een onmisbare voorwaarde is voor de verkiesbaarheid als lid van de raad van een kerkfabriek (2), in het onderhavige geval staat het vast dat de wetgever die voorwaarde niet heeft willen verbinden aan de verkiesbaarheid voor het ambt van lid van een der comités die voor een erkende islamitische gemeenschap worden opgericht.

---

(1) Zie de CORSWAREM, op. cit. nr. 667; A. BUTTGENBACH, op. cit., nr. 751.

(2) Vergelijk : de CORSWAREM, op. cit. nr. 194; REPERTOIRE PRATIQUE DU DROIT BELGE, V° cit. n° 238; DAMOISEAUX, op. cit. nr. 23.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.